

**DEPUTE-E-S FRONT DE GAUCHE**

**LETTRE OUVERTE DES DEPUTES FRONT DE GAUCHE**

**AUX CONGRESSISTES AMERICAINS**

Chers amis, Chers collègues,

Dans un Moyen-Orient poudrière, où les intérêts en présence dépassent largement les seuls enjeux intérieurs syriens, le déclenchement d'une intervention militaire telle qu'envisagée par les Etats-Unis d'Amérique présente un risque d'embrasement sans précédent. D'un Liban morcelé à un conflit israélo-palestinien non résolu, d'un Iran facteur d'instabilité à l'activisme des monarchies absolutistes du Golfe, les dangers d'une guerre généralisée sont d'autant plus forts que les contours et les buts de cette intervention restent flous. Il s'agirait d'une opération qui s'inscrirait clairement en dehors de toute légalité internationale.

Nous souhaitons vous faire part de notre opposition à cette intervention militaire en Syrie et notre attachement à ce que l'ONU poursuive et amplifie ses efforts pour une paix juste. Tout acte unilatéral porterait irrémédiablement un coup fatal à ce processus, comme l'a justement rappelé son secrétaire général Ban Ki-moon.

Sortir le peuple syrien de l'enfer de la guerre civile marquée par près de 100 000 morts, nous partageons tous cette urgence humaine. Pour autant une intervention militaire ne ferait qu'éloigner cet horizon, en accentuant les affrontements et le chaos. Le peuple syrien, les civils, hommes, femmes, enfants, seraient les grands perdants, car une intervention militaire ne permettra, en rien, de renverser le régime despotique de Bachar el-Assad. En rien elle ne fera progresser l'indispensable transition démocratique dans ce pays.

Seule une solution politique, forgée dans de nouvelles négociations entre les parties dans le cadre de l'ONU, peut ouvrir la porte à un apaisement du conflit. C'est d'ailleurs la position de nombreux pays membres de l'alliance atlantique qui ont signifié ces derniers jours leur refus d'intervenir en Syrie.

Depuis plusieurs années, dans l'ensemble du monde arabe, les peuples se sont soulevés avec en commun une même soif de justice, de liberté. Cependant, ce bel et fragile espoir démocratique demeure sous la menace des forces obscurantistes. Ce risque existe hélas aussi en Syrie. Les précédentes ingérences dans le monde oriental n'ont-elles pas montré qu'elles conduisent à conforter les pires extrémismes, plutôt qu'à enraciner la démocratie et le développement ?

Chers collègues, vous aurez l'opportunité dans quelques jours, à l'initiative du Président Barack Obama, de vous prononcer sur le bien fondé d'une intervention militaire en Syrie, à l'instar du vote devant la chambre des communes au Royaume-Uni. En France, aussi regrettable que ce soit, notre Parlement ne sera pas associé à ce choix fondamental.

Dans cette situation, qui fait exception au sein des grandes démocraties, nos regards se tournent vers vous. Nous comptons sur votre choix éclairé. Evitons au monde de plonger dans un engrenage guerrier dont nul ne connaît l'issue. Gardons-nous de rallumer l'idée funeste du « choc des civilisations ».

Parce qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends, une longue amitié ouverte en 1778, nous espérons que notre voix en faveur de la paix pourra trouver Outre-Atlantique l'écoute dont elle est privée en France.

Avec notre entière considération et nos salutations distinguées.

François ASENSI - Alain BOCQUET - Marie-George BUFFET - Jean-Jacques CANDELIER - Patrice CARVALHO - Gaby  
CHARROUX - André CHASSAIGNE - Marc DOLEZ - Jacqueline FRAYSSE - Nicolas SANSU